

sychanalyste a donné le 8 mai une conférence en ligne, intitulée

Covid-19 : du confinement au tracing

Argument --- L'apparition du virus a complètement modifié notre quotidien. Nous avons dû rester chez nous, n'avons plus pu serrer notre famille dans nos bras et allons être pistés par un service ou des applications de tracing. Comment penser et organiser la juste balance entre des impératifs de santé publique et les bases d'une société démocratique, entre contrôles nécessaires et libertés individuelles ? On peut écouter cette conférence ou en lire le texte en allant à l'adresse ci-dessous :

[Du confinement au tracing](#)

BRÉSIL. Jair Bolsonaro : entre déni de la pandémie et stratégie de radicalisation

Laurent DELCOURT (CETRI)

Nouvel épicerne de la pandémie, le Brésil s'achemine vers un drame social et sanitaire. Face au désastre annoncé, le président d'extrême droite, Jair Bolsonaro, de plus en plus contesté pour sa (non) gestion de la crise, joue la carte de la radicalisation et de la confrontation.

Inexorablement, le Brésil s'achemine vers un drame social et sanitaire, et un chaos politique sans précédent. Le nombre de décès liés au coronavirus y double tous les cinq jours. « Notre situation aujourd'hui est pire que celle de l'Italie, de l'Espagne et des États-Unis » avertissait déjà un épidémiologiste fin avril, tandis que la Banque mondiale s'alarmait dans le même temps des conséquences sociales du covid-19 dans un pays empêtré depuis des années dans l'une des plus graves crises économiques de son histoire. Face à ce désastre annoncé, le président Jair Bolsonaro, de plus en plus isolé et contesté, a opté pour la politique du pire, naviguant entre déni et stratégie de radicalisation permanente, au prix d'une aggravation des effets de la pandémie.

Une « petite grippe »

L'alerte est donnée fin février-début mars lorsque les premiers cas brésiliens de covid-19 sont enregistrés. Parmi eux, une vingtaine de membres de la délégation dirigée par le président (lui-même très probablement infecté) qui s'est rendue, au début du mois, aux États-Unis pour une énième démonstration de sympathie envers l'administration de Donald Trump.

De retour au pays, Jair Bolsonaro, d'emblée, minimise la pandémie, la qualifiant, à l'instar de son mentor nord-américain, de gripezinha (petite grippe). Au mépris de toute précaution sanitaire, il participe, le 15 mars à un rassemblement pro-gouvernemental, distribuant généreuses poignées de mains et chaleureuses accolades à ses sympathisants venus à Brasilia pour éructer leur haine des parlementaires et des juges de la Cour suprême (STF). Contre l'avis de son ministre de la Santé, Luiz Henrique Mandetta, il refuse ensuite de se plier aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de s'entourer d'une équipe d'experts pour gérer l'épidémie. Craignant que la baisse de l'activité ne nuise à sa popularité, il s'oppose enfin aux mesures de confinement décidées par la plupart des gouverneurs des États (compétents en la matière), les accusant de paralyser l'économie du pays et d'œuvrer contre l'intérêt national (Conti, 2020).

Très vite, les critiques fusent de toute part, y compris au sein de son propre camp. Dans leur majorité, les grands médias du pays, jusque-là plutôt complaisants, fustigent l'irresponsabilité du président. Dans plusieurs villes du pays, des concerts de casseroles sont organisés pour dénoncer son impéritie face à la crise. L'opposition réclame sa tête. Les droites traditionnelles, qui avaient appuyé sa candidature, prennent leur distance. Nombre de ses alliés le pressent d'agir. Et beaucoup (y compris à la gauche du spectre politique) appellent les militaires à reprendre en main la gestion de la crise sanitaire (De la Quadra, 2020 ; Singer, 2020).

Mais le président d'extrême droite ne goûte guère les compromis. Bien que de plus en plus contesté et isolé sur la scène politique, il demeure sourd à l'avalanche des critiques. Conscient de la relative impopularité du confinement, en particulier dans les quartiers populaires, règne de l'informel et de la débrouille, il joue plutôt la carte de la radicalisation et de la confrontation. Et tente de (re)mobiliser la rue contre ses adversaires politiques et les garde-fous institutionnels qui le brident : Cour suprême, Congrès national, gouvernements des États, etc. (Singer, 5 mai 2020).

« COMMUNAVIRUS » et purge interne

Le 29 mars, le Planalto (palais présidentiel) lance à grands frais, une vaste campagne, sous le slogan « O Brasil não pode parar » (« Le Brésil ne peut s'arrêter ») [1] pour inciter la population à rompre les mesures d'isolement et à descendre dans la rue, tandis que les réseaux sociaux bolsonaristes sont (re)mobilisés pour défendre la posture du président. Dans plusieurs villes du pays, des « carreatas » (manifestations en voiture) sont organisées. À São Paulo, l'artère menant à l'un des principaux hôpitaux de la mégalopole est bloquée par ses partisans. À Brasilia, un groupe de soignant.e.s qui rendait hommage à des collègues décédé.e.s et réclamait plus de moyens pour les hôpitaux est violemment pris à partie.

Dans la capitale, une manifestation – à laquelle se joindra, une nouvelle fois Bolsonaro - est également organisée devant une caserne pour réclamer la fermeture, par l'armée, du Congrès, de plus en plus hostile au président. Et quelques jours plus tard, ses séides montent un campement devant la Place des trois pouvoirs d'où ils en appellent au coup d'État et à l'« extermination de la gauche ». Parallèlement, la machine de propagande pro-Bolsonaro s'en prend à la Chine, qu'elle accuse d'avoir sciemment propagé le virus, de même qu'aux institutions internationales, de plus en plus critiques – et inquiètes – par rapport à la gestion brésilienne de la crise sanitaire.

Cette stratégie de polarisation et de confrontation directe utilise les ressorts habituels du bolsonarisme. Il s'agit de cibler des boucs-émissaires, de diaboliser l'adversaire et d'agiter la menace de l'« ennemi intérieur et extérieur ». Aussi, le ministre brésilien des Affaires étrangères, Ernesto Araújo n'hésite-t-il pas à dénoncer, derrière la pandémie, un complot ourdi par l'OMS de mèche avec les communistes et autres globalistes : « Le virus apparaît de fait comme une immense opportunité d'accélérer le projet globaliste, écrit-il sans ambages. Projet à l'œuvre déjà via l'alarmisme climatique, l'idéologie du genre, le dogmatisme du politiquement correct, l'immigrationnisme, le racialisme, l'antinationalisme et le scientisme. [...] Au prétexte de cette pandémie, le nouveau communisme cherche à bâtir un monde sans nations, sans liberté, sans esprit, sous la houlette d'une agence de »solidarité" chargée de surveiller et de punir. Un état d'exception permanent transformant le monde en un grand camp de concentration (Chade, 2020). Des propos hallucinants qui suscitent consternation et indignation sur la scène diplomatique internationale.

Tout en multipliant les menaces contre ses adversaires, Jair Bolsonaro entend également mettre au pas son gouvernement, et procède à une purge interne. Accusé de manquer de loyauté (mais aussi de faire de l'ombre au président), son ministre de la Santé, fervent défenseur des mesures de quarantaine et de distanciation sociale et surtout principal maître d'œuvre de la lutte contre la pandémie, est limogé le 16 avril [2]. Et,

moins de dix jours plus tard (le 24 avril), c'est son ministre de la Justice, Sérgio Moro, qui est contraint à la démission. Un double conflit opposait les deux hommes, l'un portant sur la pénalisation voulue par l'ex-juge du non-respect du confinement, l'autre sur la volonté du président d'extrême droite de nommer un proche à la tête de la police fédérale, alors que son clan est la cible de plusieurs enquêtes (Neiburg, 2020).

Provoquant une vague d'émoi dans le pays, cette double éviction ne va pas sans fragiliser davantage la situation de Bolsonaro, en forte baisse dans les sondages et ciblé désormais par près de 27 demandes d'impeachment, mais aussi de plus en plus enclin à jouer son va-tout, quitte à plonger le pays dans un chaos sanitaire, social, politique et institutionnel inextricable.

Le Brésil : nouvel épicode de la pandémie

En passe de devenir le nouvel épicode de la pandémie, le Brésil paie aujourd'hui lourdement l'attitude du gouvernement d'extrême droite et sa gestion désastreuse de la crise sanitaire. Le 15 mai, le pays franchit le cap des 15 000 décès. Et le nombre de contaminations dépasse les 227 000 cas selon les chiffres officiels communiqués par le ministère de la Santé. Un bilan qui, de l'avis de nombreux experts, est largement sous-estimé. Le groupe Covid-19 Brésil, qui réunit des spécialistes des meilleures universités du pays, estime ainsi que le nombre de personnes infectées pourrait être de douze à dix-huit fois plus élevé (Meyerfeld, 2020). Et bientôt atteindre un sommet, au niveau mondial, avec l'adoption précipitée de mesures de déconfinement.

Or, persistant dans son déni, Jair Bolsonaro s'y emploie activement. Après avoir soustrait près de nombreux secteurs à l'obligation de confinement, y compris les lieux de culte à la demande des évangéliques, il vient de décréter comme « activités essentielles » instituts de beauté, salons de coiffure et salles de musculation. Une stratégie suicidaire qui risque d'affaiblir davantage un système public de santé (SUS) à la dérive, fragilisé par les politiques d'austérité mise en œuvre par son prédécesseur, Michel Temer, et poursuivies par son gouvernement. Et d'aggraver ainsi l'impact désastreux de la pandémie dans le pays [3].

Les Nations unies tirent pourtant la sonnette d'alarme. Dans un communiqué cinglant, deux de ses experts déclarent que « L'épidémie de Covid-19 a amplifié les effets négatifs d'un amendement constitutionnel de 2016 qui a limité les dépenses publiques au Brésil pendant 20 ans ». Ces effets « sont maintenant visibles de façon spectaculaire dans la crise actuelle ». Le « système de santé affaibli est surchargé et met en danger les droits à la vie et à la santé de millions de Brésiliens qui sont gravement menacés ». Le constat est effrayant : à peine dix pour cent des

municipalités ont des lits de soins intensifs tandis que le SUS ne dispose pas de la moitié du nombre de lits d'hôpitaux recommandés par l'OMS (ONU info, 28 avril 2020).

Au cœur de l'Amazonie, à Manaus, principal foyer de la pandémie au Brésil, les conséquences de ce désinvestissement massif dans le secteur de la santé sont d'ores et déjà catastrophiques, à tel point que le préfet de la ville compare la situation à un « film d'horreur ». Ne comptant qu'à peine cinquante lits de soins intensifs, le système de soin de cette ville de plus de 1,7 million d'habitants est au bord de l'implosion. Enterrés à la va-vite dans des fosses communes, les morts s'y comptent par milliers, essentiellement parmi les franges les plus pauvres de la population, incapables de s'offrir les traitements des hôpitaux privés high-tech et suréquipés de la ville, accessibles seulement aux plus nantis (The Guardian, 30 avril 2020).

Apartheid social et sanitaire

Là comme ailleurs, le décompte des morts met bien lumière l'Apartheid non officiel qui frappe les populations pauvres (habitants des périphéries, travailleurs et travailleuses du secteur informel, indigènes, Afro-Brésiliens, employé.e.s domestiques, etc.) et l'inégalité manifeste face à la pandémie (Brum, 2020). À Rio de Janeiro, São Paulo ou Fortaleza, le Covid-19 tue aujourd'hui bien plus de monde dans les quartiers périphériques et populaires, là où précisément la contamination est facilitée par la distribution inégale du revenu et un accès réduit aux services de santé de base. « Dans les périphéries, les conditions d'isolement social sont pires : il y a plus de résidents par ménage, l'accès à l'eau courante, indispensable à l'assainissement, est parfois inexistant ou intermittent, et l'insécurité économique incite beaucoup de personnes à quitter leur foyer pour gagner un peu d'argent [...] La crise provoquée par le covid-19 tend à accentuer l'inégalité au Brésil, un des pays déjà les plus inégaux du monde » (Deutsche Welt, 27 avril 2020).

Principaux groupes touchés par le déficit de soin, les populations pauvres sont également les plus exposées aux conséquences économiques de la pandémie. Sans politique sociale adéquate, prévient ainsi la Banque mondiale, 5,7 millions de personnes risquent de basculer dans l'extrême pauvreté d'ici la fin 2020 (Valor Econômico, 19 avril 2020). Mais le covid-19 a un autre effet, moins médiatisé : celui de renforcer l'emprise sur les quartiers populaires désertés par l'État des gangs et des milices. Ceux-ci leur imposent leurs propres règles de quarantaine et mesures de précautions, contrôlent la distribution des kits d'hygiène, produits de première nécessité, ainsi que l'information sur la crise. À Rio de Janeiro, dans certaines zones, les milices obligeront même les commerces à ouvrir pour récolter la « taxe » de sécurité (Neiburg 2020 ; Globo, 17 avril

2020).

« ET ALORS ? »

Pas de quoi émouvoir Jair Bolsonaro, réputé proche des milices, et bien plus préoccupé à se maintenir au pouvoir (jusqu'en 2027 prétend-il). Pour ce faire, il cherche actuellement à s'assurer les bonnes grâces des militaires (désormais surreprésentés dans son gouvernement), des « ruralistes » (propriétaires terriens et représentants de l'agrobusiness), des évangéliques, des parlementaires clientélistes et corrompus du Centrão et, surtout, l'appui de couches populaires déboussolés par la crise (Singer, 2020 ; Neiburg, 2020). « De fait, note André Singer, avec la pandémie de covid-19, Bolsonaro a perdu le soutien dans les zones de classes moyennes qui l'avaient appuyé en 2018. [...]. De l'autre côté, la position de Bolsonaro en faveur de la réouverture des activités économiques – et contre l'isolement social – peut lui valoir de la sympathie de [celles] où le lulisme était le plus fort : les classes populaires. De la même manière, le début du versement d'une aide de 600 reais (112 dollars US) peut expliquer certains changements dans l'appréciation du président » (2020).

L'octroi, depuis le début du mois d'avril, par le gouvernement d'une aide d'urgence (« Renda básica emergencial ») destinée aux populations les plus vulnérables, sous la pression de la société civile, de parlementaires et d'économistes pourrait en effet consolider l'assise populaire de Jair Bolsonaro. A quel prix ?

Fin avril, à la question d'une journaliste qui lui faisait remarquer que le nombre de décès dépassait déjà celui de la Chine, il rétorqua : « Et alors. Que voulez-vous que je fasse ? Je suis Messias (traduire, le « Messie », deuxième prénom du président), mais je ne fais pas des miracles » (El País Brasil, 29 avril 2020).

NOTES

[1] La campagne sera finalement suspendue sur décision de justice et remplacée, le premier avril, par le slogan « Ninguém fica para trás » (« Personne ne reste derrière »).

[2] Il est remplacé par Nelson Teich. En désaccord par rapport aux mesures de déconfinement prises, sans son aval, par le président, il remettra lui aussi sa démission moins d'un mois après sa nomination (le 15 mai). L'intérim est actuellement assuré par un militaire, le général Eduardo Pazuello, donnant ainsi une coloration toujours plus « verte olive » au gouvernement Bolsonaro.

[3] Voir Delcourt L. (2020), « Bolsonaro, président : ressorts et conséquences d'une révolte à rebours », Alternatives Sud, vol 27-2, Cetri-Syllepse, à paraître en juin.